PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Actes du colloque international pluridisciplinaire

LA CRISE DE L'UNIVERSITÉ EN AFRIQUE : DIAGNOSTIC ET ÉLÉMENTS DE STRATÉGIES TRANSVERSALES

Volume XII – Numéro 22 - Bouaké, les 09, 10 et 11 Juin 2022 Côte d'Ivoire

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Grégoire TRAORÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 01 03 01 08 85
(+225) 01 03 47 11 75
(+225) 01 01 83 41 83

E-mail : administration@perspectivesphilosophiques.net

Site internet : https://www.perspectivesphilosophiques.net

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Grégoire TRAORÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : **Dr Éric Inespéré KOFFI**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉNAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA**.**
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANOH, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'Dri Marcel KOUASSI, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Donissongui SORO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Philosophie de l'éducation Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Nicolas Kolotioloma YEO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Secrétaire de rédaction : **Dr Kouassi Honoré ELLA**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr Kouadio Victorien EKPO**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Dr Faloukou DOSSO**, Maître de Conférences
Dr. Kouassi Marcelin AGBRA, Maître de Conférences
Dr Alexis Koffi KOFFI, Maître de Conférences
Dr Chantal **PALÉ-KOUTOUAN**, Maître-assistant
Dr Amed Karamoko SANOGO, Maître de Conférences

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : ALLOCUTIONS ET COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....1

I. ALLOCUTIONS.....1

Allocution du Président du comité d'organisation.....2

Allocution du Directeur du Département de Philosophie.....6

Allocution du Directeur de l'UFR-CMS.....9

Allocution du Président de l'Université Alassane OUATTARA.....12

Allocution du Maire de Bouaké.....15

Allocution du Ministre de la Promotion de la bonne Gouvernance et de la lutte contre la Corruption, Parrain du Colloque.....17

Allocution du Président du Conseil Économique Social Environnemental et Culturel, Patron du colloque.....19

Allocution de clôture du Président émérite de l'Université Alassane Ouattara, Président de la Chaire UNESCO de Bioéthique de l'UAO.....21

Rapport de synthèse.....24

Recommandations.....31

II. COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....33

« Vrai et faux pluralisme ». Les universités dans l'ordre mondial contemporain,
Ernst Wolff.....35

Notre devoir et notre foi au caractère universel de l'Université,
Thiémélé L. Ramsès BOA.....51

DEUXIÈME PARTIE : AXES DE RÉFLEXION ET ATELIERS.....63

PREMIER AXE : GOUVERNANCE ET FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS...65

Mauvaise gouvernance endémique des États africains : approche synoptique des universités en déconstruction,
Kobenan Maxime KOUMAN.....67

L'essence de l'université chez Heidegger : la *Lehrerschaft* face aux défis de la *Führerschaft*, cas de l'Afrique,
Pascal Dieudonné ROY-EMA.....85

La gouvernance universitaire à l'épreuve de la discipline sur le campus au Cameroun,
Saidou ABOUBAKAR.....101

Gouvernance et financement des universités de la zone UEMOA,
Kadiatou SANOGO N'DOURE 119

Fondements et typologie caractéristique de la crise de l'université en Afrique : cas de l'université gabonaise,
Georges MOUSSAVOU.....135

Projets d'école et l'autonomie des universités au Togo,
Ati-Mola TCHASSAMA.....149

La communication interne de l'UFR/LAC de l'université Joseph KI-ZERBO au Burkina Faso,
1. Marcel BAGARE 2. Dognon Lucien BATCHO 3. Salif ZONGO.....165

DEUXIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET QUESTION DU GENRE.....185

Femmes et carrières à l'épreuve de la disparité fondée sur le sexe au sein de l'université de N'Djamena,
1. Dieudonné VAÏDJIKÉ 2. Alexis NGARMBATEDJIMAL 3. François NDILBÉ MBAÏNGUEM.....187

Genre et harcèlement sexuel en milieu universitaire : le cas des étudiantes des universités de Côte d'Ivoire,
Lou Gobou Bien-aimée GOHI.....203

TROISIÈME AXE : FORMATION ET EMPLOYABILITÉ DES ÉTUDIANTS.....217

La dialectique de la formation et de l'emploi : l'université à l'épreuve du devenir,
Akpolê Koffi Daniel YAO.....219

Penser la crise des universités africaines comme une crise de la langue de la formation scientifique,
Tohotanga COULIBALY.....233

La philosophie de l'entrepreneuriat : une implication socio-économique de l'allégorie de la caverne chez Platon,
Bi Zaouli Sylvain ZAMBLÉ.....247

Formation et employabilité des étudiants africains, quelle approche philosophique ?,
Aikpa Benjamin DIOMAND.....263

La question de la réforme et la révolution dans l'université en Afrique à la lumière de la pensée de Paul RICŒUR,
Oi Kacou Vincent Davy KACOU.....283

L'employabilité des diplômés en SHS au Mali : des dynamiques contradictoires aux origines de la crise de l'université,
Sambou DIABY.....299

Les universités africaines : entre professionnalisation manquée des enseignements et prolifération des instituts privés d'enseignement supérieur douteux,
Théodore TEMWA.....315

Crise de l'université camerounaise comme crise des sciences sociales : entre théorisation et professionnalisation des enseignements,
Lydie Christiane AZAB à BOTO.....333

De la mission nouvelle des universités africaines : pour une politique d'employabilité des jeunes,
Miesso ABALO.....351

Formations et risques de chômage des étudiants au Gabon : quelle représentation sociale ?,
Parfait MIHINDOUBOUSSOUGOU.....365

QUATRIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET CULTURE DE L'EXCELLENCE.....383

De la promotion de l'éducation positive pour une université plus créative,
Hyacinthe Aboa ACHI.....385

La refondation de l'université africaine comme institution méritocratique : un impératif catégorique dans la quête de l'excellence,
Franck KOUADIO.....399

Culture organisationnelle et excellence à l'Institut Supérieur du Génie Électrique du Burkina Faso (ISGE-BF)
Marcel ZERBO.....419

Le finalisme aristotélicien : une invitation à l'excellence pour nos universités africaines,
Arnaud-Olivier GNAHOUA.....435

De la culture de l'excellence dans l'espace universitaire africain : réflexion à partir de la pensée de Njoh-Mouelle Ébénézer,
Zolou Goman Jackie Élise DIOMANDÉ.....447

Une auratisation de l'environnement académique peut-elle sauver l'université de la grisaille ?,
Masséké OPONOU.....463

Conditions pour un excellent enseignement à l'université,
Niali Armand-Privat PILLAH.....477

CINQUIÈME AXE : SYNDICALISME, POLITIQUE ET VIOLENCE À L'UNIVERSITÉ.....497

La fin et les moyens : conséquences de l'auto-justification de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes,
Youldé Stéphane DAHÉ.....499

La démocratisation des libertés chez Marx : une propédeutique à la pacification de l'espace universitaire ivoirien,
Jean-Joel BAHI.....515

Les universités ivoiriennes à l'épreuve de la violence des syndicats estudiantins,
1. Koffi Décaird KOUADIO 2. Alice KOUAKOU.....531

Le paradigme esthético-éducatif aristotélicien et schillérien face à la problématique de la violence dans l'espace universitaire ivoirien,
Koudou François OZOUKOU.....545

La FESCI, ce boulet que porte l'université ivoirienne dans un élan de servitude volontaire,
Bledé SAKALOU.....557

Violences en milieux universitaires : déterminisme et normativité d'un phénomène pernicieux en Côte d'Ivoire,
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON.....575

Les enjeux de l'art technologique dans les crises universitaires ivoiriennes à partir de la pensée de Walter BENJAMIN,
Barthelemy Brou KOFFI.....589

Violences estudiantines syndicales en Côte d'Ivoire : entre revendications légitimes et délinquance,
Kouassi Marcelin AGBRA.....605

Les relations conflictuelles entre les syndicats et l'administration gabonaise. Cas du SNEC de 1991 à 2020,
1. Lucien MANOKOU 2. Nathalie EBANETH.....621

SIXIÈME AXE : RESPONSABILITÉS ÉTHIQUES, PÉDAGOGIQUES ET ACADÉMIQUES DES UNIVERSITAIRES.....637

Décolonisation de la pensée : exigence de qualité académique,
Mafa Georges ASSEU.....639

Du modèle anthropologique canguilheméen : une thérapie à la crise de l'université en Afrique
Florence BOTTI.....655

Le savoir ou la politique : la mission des universitaires africains en question,
Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE.....667

L'enseignement philosophique : un modèle d'étude exégétique pour une université en crise,
Chantal PALÉ-KOUTOUAN.....683

L'enseignement dialectique platonicien : un guide d'éducation pour l'excellence universitaire,
Ange Allassane KONÉ.....699

Autodétermination des peuples et censure : la fonction de l'université selon Kant,
Amidou KONÉ.....715

Éthique de la discussion et crise de l'université en Afrique,
Cyrille SEMDE.....731

SEPTIÈME AXE : INFRASTRUCTURES, TICE ET INNOVATION PÉDAGOGIQUE.....745

TICE, déconstruction ou reconstruction technoscientifique de la crise des universités en Afrique subsaharienne ?,
Kouadio Victorien EKPO.....747

Le rôle de l'insuffisance des infrastructures dans la crise universitaire au Niger,
Abdou KAILOU DJIBO.....761

Problèmes de logements d'étudiants et crises académiques à l'université Peleforo GON COULIBALY, Korhogo,
1. Djibril KONATÉ 2. Foussata DAGNOGO.....783

HUITIÈME AXE : LIBERTÉS ET FRANCHISES UNIVERSITAIRES...797

Ontologie augustinienne et résolution des crises universitaires,
N'gouan Yah Pauline ANGORA épse ASSAMOI.....799

NEUVIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET DYNAMIQUE DES SOCIÉTÉS...811

La vocation de l'université en Afrique à la lumière du *Conflit des facultés* d'Emmanuel Kant,
Éric Inespéré KOFFI.....813

De la décadence éthico-religieuse à la déconfiture institutionnelle des universités en Afrique : une analyse prospective,
Kouassi Honoré ELLA.....829

Communication de crise et crises de fonctionnement dans les universités subsahariennes,
Faloukou DOSSO.....847

Sociétés en crise et crise de l'université en Afrique : la culture comme recours dans la perspective de Paulin HOUNTONDJI,
Kouamé Hyacinthe KOUAKOU.....863

La crise des universités africaines : le péril de l'éducation parentale,
Aya Anne-Marie KOUAKOU.....879

Fondements et enjeux de la crise de l'université publique en Afrique noire : quels repères pour en sortir ?,
Bilakani TONYEME.....895

Université et culture des valeurs morales chez les étudiants au Burkina Faso,
Bawala Léopold BADOLO.....911

Universités, enseignants-chercheurs : objectifs et implications socio-politiques en Afrique,
Cyrille MICKALA.....927

Les universités dans le développement des sociétés africaines,
Adjoua Marie Jeanne KONAN.....949

Le conservatisme platonicien, un possible remède à la crise de l'université,
Amed Karamoko SANOGO.....963

Crise des universités africaines comme crise de la rationalité,
Roland TECHOU.....979

L'engagement des universitaires face aux réalités sociales chez Marcuse,
Amara SALIFOU.....995

Crise universitaire et défis éducationnels à partir de la pensée de Hobbes,
Amenan Madeleine Épouse Ekra KOUASSI.....1011

Crise universitaire : impératif éthique bergsonien de libération de l'intellect,
Amani Albert NIANGUI.....1025

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons

dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

LA FIN ET LES MOYENS : CONSÉQUENCES DE L'AUTO-JUSTIFICATION DE LA VIOLENCE POLITIQUE ET SYNDICALE DANS LES UNIVERSITÉS IVOIRIENNES

Youldé Stéphane DAHÉ
Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)
dryoulde@gmail.com

Résumé :

Si l'apparition de la violence du système coïncide avec la crise du système, comme le soutient Yves Michaud dans *Violence et politique*, (1978, p. 111), autant affirmer que la violence politique et syndicale se trouve incrustée dans l'instrumentation sociale ; et ce, depuis l'avènement du multipartisme dans les années 1990 en Côte d'Ivoire. Cette effervescence politique a occasionné la création de nombreux syndicats, qui n'ont pas échappé aux manipulations politiques. L'acuité persistante de la violence dans l'instrumentation sociale universitaire s'explique, pour ainsi dire, par la fragilité des règles et la présence du non social au sein du social universitaire. La violence s'érige, dès lors, en élément normal du processus politique et syndical, et devient un moyen de contrôle dont l'emploi expose à des conséquences subsidiaires. Nous entrons, pour ce faire, dans une problématique instrumentale où la fin justifie les moyens. L'analyse de ce principe, aujourd'hui largement en vigueur, montre comment il peut couvrir des comportements conduisant à la violence. Ainsi, considérée comme une bêtise de la raison par Horkheimer, la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes semble finalement s'auto-justifier comme un moyen efficace pour atteindre un objectif bien précis, celui des intérêts particuliers de chaque entité. Le présent texte s'intéresse de plus près aux causes de l'émergence de la violence politique et syndicale dans nos universités, mais aussi aux tentatives de solutions, en vue de, non seulement prévenir mais aussi de guérir cette crise existante et persistante depuis quelques décennies.

Mots-clés : Fin, Force, Moyen, politique, syndicat, violence.

Abstract :

If the appearance of the violence of the system coincides with the crisis of the system, as Yves Michaud maintains *Violence et politique*, (1978, p. 111), one might

as well affirm that political and union violence is embedded in social instrumentation, and this, since the advent of the multiparty system in the 1990s in Côte d'Ivoire. This political effervescence has led to the creation of many unions, which have not escaped political manipulation. The persistent acuteness of violence in university social instrumentation can be explained, so to speak, by the fragility of the rules and the presence of the non-social within university social. Violence therefore sets itself up as a normal element of the political and union process, and becomes a means of control, the use of which exposes to subsidiary consequences. To do this, we enter into an instrumental problematic where the end justifies the means. The analysis of this principle, now widely in force, shows how it can cover behavior leading to violence. Thus, considered a stupidity of reason by Horkheimer, political and union violence in Ivorian universities finally seems to be self-justifying as an effective means to an end. This text takes a closer look at the causes of the emergence of political and union violence in our universities, but also at attempts at solutions, with a view to not only preventing but also curing this existing and persistent crisis for some time decades.

Keywords : End, Force, Means, Politics, Union, Violence.

Introduction

Notre époque est perturbée par les crises persistantes, notamment dans nos sociétés en général et dans nos universités en particulier. Depuis les années 1990, qui marquent l'ère du multipartisme dans la quasi-totalité des États africains, notamment en Côte d'Ivoire, on relève un regain effrayant de violence dans les universités ivoiriennes. Cette crise est profonde, car elle implique non seulement celle de la confiance en la politique nationale, qui porte à la fois sur son sens et sur ses capacités, mais aussi celle des structures syndicales (celles des enseignants et des étudiants) qui est confrontée à une crise plus globale. C'est une crise de la normativité, c'est-à-dire des valeurs susceptibles de nous orienter dans notre vie individuelle et surtout collective, en nous imposant des fins dignes d'être poursuivies. Il faut ajouter à tout cela, la dégradation des comportements politiques collectifs et individuels (corruption, ambition, mensonge, haine des uns contre les autres, rivalité) etc. Ce qui est le plus effroyable, c'est le sentiment à la fois d'absurde et d'impuissance qui habite toutes les parties (États, syndicats et

tout le monde universitaire) face à cette violence dont ils sont les principaux acteurs. Cette violence des uns contre les autres est celle qui se justifie dans la problématique de la fin et des moyens qui serait la seule violence absolument bonne éthiquement ; puisque plaçant au-dessus de tout intérêt particulier, celui de la nation. Machiavel (1972, p. 8) s'interroge en ces termes :

> la politique est action et l'action tend à la réussite. Si la réussite exige l'emploi des moyens moralement répréhensibles le prince doit-il renoncer au succès ? Se salir les mains ? Sacrifier le salut de son âme au salut de la cité ? Ou s'arrêterait-il sur la voie qu'il ne peut pas ne pas emprunter ?

Pour lui, le choix est clair : « un prince ne doit se soucier aucunement d'être traité de cruel si l'unité et la fragilité de ses sujets sont en jeu ». (N. Machiavel, 1972, p. 86). C'est pourquoi, pour établir et maintenir cet ordre et cette paix, tous les moyens sont bons. C'est sans doute cette perception machiavélienne de la politique qui jette implicitement les bases d'une violence orientée et calculée. Laquelle a motivé le choix de l'analyse de ce sujet portant sur : « la fin et les moyens, conséquence de l'autojustification de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes. » Au regard de ce sujet, on pourrait déduire que la politique ne vise que le pouvoir en lui-même et sa conservation. Il y est donc question de réussite qui devient la fin de la politique, et peu importe les moyens employés pour faire advenir un ordre social meilleur. Au cœur du débat contemporain sur la violence perpétrée par les politiques sur les syndicats ou par les syndicats sur les syndiqués et les infrastructures étatiques dans les universités ivoiriennes, la perception machiavélienne de la question semble dès lors la mieux indiquer pour tenter de situer les responsabilités et de résoudre cette question épineuse. À cet égard, qu'est-ce que la violence ? Quelles sont les causes et les conséquences de l'émergence et de l'escalade de la violence dans les universités ivoiriennes ? En d'autres mots, pourquoi nos sociétés (étudiants, enseignants, le gouvernement) éprouvent-elles le besoin de se rapporter à elle-même par le biais de la notion de violence, avec sa charge émotive, ses menaces, ses craintes ou ses espoirs ? Et quelles sont les solutions ?

À travers une méthode historique et analytique, nous élaborerons ce sujet en trois parties : nous partirons des approches définitionnelles de notions aux origines de la violence politique dans nos universités. Nous parlerons de la

perception machiavélienne de la violence et de ces implications sur l'environnement universitaire et nous aborderons dans la troisième partie les éventuelles solutions préventives et curatives.

1. De la définition de la violence et des conditions sociopolitiques de son émergence dans les universités ivoiriennes

1.1. De la définition de la violence

« La violence est définie au sens étroit, comme un comportement visant à causer des blessures aux personnes ou des dommages aux biens ». (Y. Michaud, 1978, p. 14-15) La force, quant à elle, est un concept plus général. Nous la définissons comme l'usage actuel ou potentiel de la violence pour forcer autrui à faire ce qu'autrement, il ne ferait pas. La force comme la violence peut être jugée bonne ou mauvaise. Force et violence sont donc des concepts étroitement liés. La force implique la menace, et non l'usage actuel de la violence. La violence a les caractères de la force si elle est utilisée pour modifier l'action d'autrui. Comme on peut le constater à travers cette définition, référence est faite à des comportements assignables aux atteintes physiques aux personnes et aux destructions des biens. La distinction faite entre force et violence exclut les évaluations qui lient à la force un caractère ordonné et organisé, contrairement à la violence qui serait un simple désordre. De manière générale, cette définition a une double fonction à savoir, redresser l'unilatéralité des jugements historiques en donnant toute son extension au champ de la violence et constituer le préalable à des investigations historiques et sociologiques sur la violence et ses causes dans une situation donnée : celle des universités ivoiriennes. Il nous revient d'évaluer le volume de violence politique et les types de groupes impliqués dans nos universités. On passe donc d'une définition opératoire à une définition précise et théorique qui implique du coup toute une évaluation de l'étendue du phénomène.

Ainsi, « à bien des égards, les interprétations multiples qu'on peut donner de la violence, ses représentations, sont aussi des faits qui font partie intégrante de sa réalité ». (Y. Michaud, 1972, p. 23). Après ces définitions indispensables, examinons les traits pertinents ou les causes de l'émergence de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes.

1.2. Des causes ou des conditions de l'émergence de la violence politiques et syndicale dans les Universités ivoiriennes

Aujourd'hui, c'est avec regret qu'on parle de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes. En effet, ce qui semble caractériser la notion proliférante de ce problème, c'est qu'on ne sait pas trop ce qu'il convient d'en dire d'autre, d'autant plus que les problèmes sont devenus informulables et l'humanité ne semble plus se poser que ceux qu'elle ne sait pas résoudre. Très souvent, ne constituant pas un problème objectif (maladie à guérir, solution à trouver), la violence dans nos universités doit faire l'objet d'une question : pourquoi nos sociétés (étudiants, enseignants, le gouvernement) éprouvent-elles le besoin de se rapporter à elle-même par le biais de la notion de violence, avec sa charge émotive, ses menaces, ses craintes ou ses espoirs ? Cette question mêle indissolublement réalité d'un social violent et aspiration de la violence de ce social. En parlant de la violence, nous parlons du politique contemporain et de son étrangeté. Les causes principales de l'émergence de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes sont de deux ordres : structurel et politico-managériales.

Du point de vue structurel, il faut relever que les objectifs et les orientations des universités sont mal élaborés. Le système LMD (Licence Master Doctorat), imposé par les autorités politiques, ne répond pas aux attentes parce que les moyens financiers et même d'ordre structurel de sa pleine mise en œuvre ne sont pas dégagés. L'administration universitaire nage donc à vue, essayant de vouloir sauver un système qui, lui-même, est mort-né. Il faut noter au-delà de tout cela, le manque criard d'infrastructures, et il n'y a aucune politique prévisionnelle ou anticipative.

Du point de vue politico-managérial, il faut relever que la survenance de la crise se trouve dans le non-respect des promesses faites et de certains engagements pris par les gouvernants relativement aux revendications syndicales. Toutefois, il y a dans la position de chaque partie, une volonté manifeste d'affirmation de son hégémonie. La leçon qu'on pourrait tirer est que tout politicien est un peu "machiavélique" (qui fait usage des pratiques immorales pour atteindre ses objectifs) puisque, comme le dit M. Weber, (1963, p. 103), « jamais, pour atteindre nos buts, nous n'avons à employer seulement des moyens conformes à nos volontés de valeur ». Pour Weber, l'homme

politique ne doit pas hésiter à faire usage des moyens de répression et de dissuasion nécessaires. L'État étant une entreprise rationalisée, la politique vise avant tout la puissance. Envisager l'action dans cette seule perspective ne peut que conduire à des difficultés parfois insurmontables, tant il est évident que toute politique concrète vise l'impossibilité de traiter toujours son semblable en fin et jamais en moyen. C'est pourquoi, lorsque les positions sont tranchées et qu'il n'y plus de dialogue entre les entités, on débouche inéluctablement sur la violence parce que les intérêts sont en jeu. En somme, retenons que l'homme politique est en effet nécessairement amené, au cours de son action, à combiner les moyens et à calculer les conséquences.

Toutefois, du point de vue des syndicats, cette répression, considérée comme conséquence des moyens calculés, est un abus de pouvoir, une intimidation, car ne pouvant honorer ses engagements et ses devoirs vis-à-vis du peuple. Or, le peuple ne désire rien d'autre que de jouir de sa liberté, de ses biens, de bénéficier de la sécurité sociale et d'un cadre de travail adéquat. Ainsi, s'il a besoin d'un gouvernement, comme le dit P. Valadier, (1972, p. 94), « c'est dans la seule mesure où celui-ci peut garantir la jouissance de ses libertés essentielles ». C'est pour cela qu'une fois que ces prérogatives sont considérées comme secondaires (pas prioritaire de leur point de vue) par l'État, et qu'il ne trouve pas un cadre de dialogue et d'échange pour aborder calmement ces questions qui fâchent la plupart du temps les syndicats, on aboutit à des manifestations violentes. La violence devient pour ainsi dire le moyen indiqué pour exprimer leur mécontentement et le mode le plus expressif pour aboutir à l'obtention de leurs revendications. Cependant, Machiavel pense que la politique est instauration de la loi, là où cette dernière n'est pas. Mais en réalité, est-ce parce qu'il n'y a pas de loi ou de règles établit qu'il y a désordre ou violence dans l'université ? Non !

En notre sens, c'est le refus de se conformer aux lois et règlements qui entraînent à la violence parce que l'autre voit ses droits méprisés. Alors, si nous nous en tenons aux dires de (J. F. Duvernoy, 1978, p. 103), « l'acte propre de la politique n'est donc pas, aux yeux de Machiavel, la mise en œuvre de la volonté de puissance, mais l'instauration de la citoyenneté médiatisée par l'obéissance à la loi ». Il faut comprendre à travers cette pensée, que la fin dernière de tout État

chez Machiavel, c'est d'assurer la sécurité, la paix et la cohésion sociale. Mais quelle est la perception machiavélienne de la violence politique ?

2. De la perception machiavélienne du concept de la violence et de son impact dans l'environnement universitaire

2.1. De la perception machiavélienne de la violence

De quelque côté que l'on aborde Machiavel, il y est aussitôt question de politique, de sécurité, de défense et de paix sociale. En effet, rien ne le préoccupe qui ne soit appelé par sa réflexion sur la politique. Véritable homme politique, il nous permet de comprendre le rapport qu'il établit entre la question de la violence et celle des moyens employés pour atteindre une fin, qui sont des problèmes majeurs de notre vie politique et sociale. Et comme le temps qui nous sépare des premières années du XVIe siècle n'a pas rendu caduques les questions énormes qui l'habitèrent, il nous semble nécessaire à travers ce sujet, et ce par les concepts qui nous permettent de penser aujourd'hui l'univers politique, de placer Machiavel parmi ceux qui instaurèrent notre modernité. L'enjeu est en effet de montrer que l'auteur du *Prince* ne s'en tient pas à un tableau pessimiste de la vie sociale et politique, mais de mettre l'accent sur l'option populaire de la politique qui est un thème central de la pensée politique de Machiavel. Ce qu'il met en évidence, c'est la fonction du conflit comme changement historique. Nous pouvons donc établir un lien entre le conflit social et la dynamique politique. Ainsi, la lucidité de Machiavel réside dans sa manière de désigner le conflit comme ineffaçable. L'enseignement de Machiavel au tour du conflit révèle en quelque sorte une structure de l'histoire que l'on pourrait énoncer ainsi que le fait mentionner S. Auditer (2005, p. 254) « tout projet politique qui vise l'affranchissement total de la domination et de l'élimination de la classe dominante, conduit inéluctablement à la création d'une division sociale ».

Pour lui, comme le soutient S. Auditer (2005, p. 177), « toute politique en quête de légitimité doit s'appuyer sur le peuple ». Cela sous-entend que le pouvoir politique est déterminé certes, mais n'est pas pour autant dévolu au peuple. Car il revient au prince de mettre en place des mécanismes de l'exercice politique des droits politiques dans la cité en vue de résorber toute éventualité. Mais comprenons que, chez Machiavel, la fin du monopole n'est pas un retour à une

sorte de concurrence parfaite comme s'il existait une loi du milieu. Avec lui, il ne faut pas exclure la violence de l'arène politique et de la société. Elle doit être perçue comme un moyen d'action, capable de nous plonger dans un continuum d'autres moyens. Ainsi, pour Y. Michaud, (1978, p. 67), « elle doit faire l'objet d'un management ou d'une stratégie qui en évalue la responsabilité différentielle selon les objectifs et les circonstances ». Cela voudrait dire que c'est dans sa maniabilité que réside sa différence. On parlerait ici de la notion de stratégie.

En effet, cette notion a un sens strictement militaire qui signifie « emploi de la bataille pour gagner la guerre » (Y. Michaud, 1978, p. 69). Elle a pris d'autres proportions considérables à savoir, « l'art d'employer la force pour atteindre les objectifs que se fixe la politique, et a fini par renvoyer à toute conduite d'opération en vue de certains résultats » (Y. Michaud, 1978, p. 68). Il en résulte qu'il ne subsiste plus dans nos sociétés que l'idée d'un agencement calculé de moyens en vue de fins. Nietzsche, de son point de vue, a toujours soutenu que la force brute et la cruauté sont autant d'expressions de l'énergie vitale qui fait goûter l'ivresse de la vie ; et que vivre, c'est essentiellement dépouiller, blesser, violenter les faibles et l'étranger, l'opprimer, et à la limite lui imposer durement ses formes propres, l'assimiler ou tout au moins, l'exploiter. Refuser la violence, nous explique le philosophe Allemand, c'est « nier la vie ». Cette optique est également celle de Carl Schmitt, pour qui une société sans violence, sans ennemis et sans guerre est une société morte. La violence acquiert particulièrement une fonction vitale lorsqu'elle est associée à la défense de la nation. De nombreux militants ethno-nationalistes justifient leur recours aux armes par un discours vitaliste selon lequel, celui qui ne lutte pas est précisément celui qui est en train de mourir.

L'usage de la violence devient pour ainsi dire une nécessité pour exister et s'affirmer non seulement comme un homme libre, mais comme un homme vivant. Toutefois, la force peut être l'un d'eux, mais elle n'est pas indispensable. En définitive, retenons que du point de vue de Machiavel, la violence n'est plus un accident de la vie politique, mais un instrument que tout acteur rationnel (État, syndicat) peut envisager d'utiliser.

La politique n'est pour ainsi dire, rien d'autre que la violence poursuivie par d'autres moyens. Lorsqu'elle est utilisée ouvertement, elle fait l'objet « d'un usage maitrisé et calculé qui n'est plus seulement l'affrontement d'adversaires visant la destruction mais un jeu contrôlé » (Y. Michaud, 1978, p. 69). Il apparaît ainsi d'une part, que tous les moyens se valent et n'ont de différence que d'efficacité selon les situations ; d'autre part, la violence semble avoir perdu son caractère sacrilège et sa charge d'incertitude : il revient de la gérer précautionneusement. À cela, comme soutient S. Auditer, (2005, p. 90) « Weber n'a jamais dit ni pensé que la fin ne justifie tous les moyens ». Car il y a des moments où l'autonomie de l'éthique de la conviction et de l'éthique de la responsabilité doit disparaître. C'est pourquoi, dit-il, « si la politique est l'art du possible, il faut souvent tenter l'impossible pour atteindre le possible ». (S. Auditer, 2005, p. 90). Toutefois, malgré les précautions prises dans la gestion de la violence, elle laisse des impacts très souvent négatifs sur notre société.

2.2. L'impact de la violence dans l'environnement universitaire

La stratégie de la vie politique intérieure reste un jeu contrôlé et payant tant que les adversaires partagent des critères communs concernant le coût de la violence et ses bénéfices aussi bien politiques que syndicales. On pourrait dire qu'il y a, en ce sens, un salaire à la violence–puisque chacun l'emploi par certaines manifestations (l'émeute, le soulèvement, le terrorisme) qui peuvent être des moyens efficaces pour imposer des concessions. Et comme le dit Y. Michaud, (1978, p. 80), « une stratégie de la violence peut aboutir à des compromis ».

Le compromis se présentant comme une solution de raison qui vient de la violence et qui correspond à un équilibre dans le conflit, tenant compte des divers calculs des deux adversaires. On est donc ici face à une interaction. Nous pensons, à cet effet, que l'usage calculé de la violence à très souvent un impact réformiste de la société. On assiste à une banalisation de la violence, puisqu'elle se présente désormais comme l'instrument du réformisme.

Que ce soit l'État ou les syndicats, il y a des formes de marchandages qui sont entrecoupés de violation intermittentes de la légalité, qui finissent par faire partie du visage normal du processus politique. Ainsi, « tout conflit se retrouve

transformé en marchandage décidé entre des acteurs aussi raisonnables que résolus qui calculent comme des épiciers » (Y. Michaud, 1978, p. 80). On assiste donc à l'introduction d'une nouvelle forme de communication politique dans notre société, qui banalise la violence sous prétexte qu'il n'y a jamais que des forces qui s'affrontent sur des revendications justifiées qu'ils essaient de présenter vigoureusement. L'État et les syndicats déplorent la violence, mais marchandent, calculent à leurs avantages, et cela au détriment des réalités socio-existentielles des populations.

En somme, notons qu'à vouloir domestiquer la violence en l'introduisant dans le processus politique et syndical, on court des risques qu'elle échappe aux règles. Que ce soit donc dans la direction d'une homogénéisation des moyens d'action politique ou syndicale qui se valent tous, ou dans celle de l'usage maitrisé de la violence, ce qu'il importe, c'est sa neutralisation ou mieux, son désenchantement. Mais quelles solutions préconiser ?

3. Des solutions préventives et curatives durables au règlement des violences syndicales dans nos universités

3.1. Des solutions préventives durables

Face à cette agressivité émergente, évanouissante et réelle dans les universités, il ne reste plus qu'à repenser tous les contours du système politique, du système syndical et éducatif de notre pays. Il faudrait un peu plus de contrôle culturel qui la maîtriseront, car « la violence n'est pas ce qui se réprime mais ce qui s'endigue d'abord et se prévient ensuite » (Y. Michaud, 1978, p. 120). Mais on pourrait se demander pourquoi soigner la violence, mieux, comment soigner la violence ? L'objectif est-il de faire marcher les États ? De rendre les hommes heureux ? De quel bonheur s'agit-il ?

Voilà en réalité autant de questions qui n'ont rien de scandaleux ; car elles prennent en compte la gestion technique du social. En effet, il y a longtemps que la théorie sociale a montré la voie au nom de l'objectivité, au désenchantement de la violence dont nous avons suivi les manifestations dans nos universités depuis plus d'une décennie. Ce que nous pensons comme solution, c'est de penser et concevoir le social comme économie de la violence,

c'est-à-dire de mettre un système de règlement des divergences des points de vue entre l'État et les syndicats. Cela favorisera la circulation de la violence et la rendra à la fois marginale et centrale dans le processus politique.

En fait, l'État qui est le garant de l'unité, de la paix et de la stabilité sociale, est dans la nécessité de disposer de plusieurs moyens, autre que la violence pour le contrôle social. Il peut soit procéder par une incitation économique, c'est-à-dire régler toutes les revendications liées aux finances posés par les syndicats, régler les problèmes d'infrastructures, qui sont très souvent les causes principales des agitations sociales. L'État doit chercher à persuader par l'influence, c'est-à-dire faire en sorte de convoquer ou initier des plates-formes d'échange entre le gouvernant et les syndicats d'enseignants, des étudiants et du personnel administratif, et cela même s'il n'y a pas de crise. Il revient enfin à l'État de contraindre par le pouvoir, car le dernier mot lui revient. Et si comme le dit Y. Michaud (1978, p. 160),

> Toute incitation fonctionne sur la base générale de l'intérêt, on obéi aux prescriptions parce que l'on attend une contrepartie économique; a persuasion fonctionne sur la base du consensus et il y a obéissance parce que les acteurs partagent un certain accord sur les valeurs, les règles ou les représentations de la société.

Dans une telle représentation du social, on peut y discerner une présence de la violence ; mais celle-ci sera toujours marginalisée, étouffée et circonscrite parce que tous ces acteurs y trouvent leurs intérêts. C'est ce que fait observer Machiavel en ces termes : « En toute cité on trouve ces deux humeurs diverses : cela vient de ce que le peuple désir ne pas être commandé et ni opprimé des grands, et les grands désirent commander et opprimer le peuple » (N. Machiavel, 2000, p. 94). Et de ces deux appétits divers naît dans la cité, un des trois effets à savoir, le principal ou la liberté ou la licence. Cela dit, le peuple universitaire et ses organes (syndicats) ne sont pas oppresseurs ; puisque leur désir ne heurte personne. Ceux qui ont à charge d'assurer, par contre, cette jouissance, sont en position dissymétrique par rapport à lui. Ce sont eux qui, à travers l'exercice du pouvoir tirent parti de cette situation pour satisfaire leurs propres intérêts, à savoir opprimer le peuple les étudiants. On entre donc dans une problématique instrumentale où la fin justifie les moyens.

L'analyse de ce principe largement en vigueur dans la société, montre comment il couvre toute une gamme de comportement des gouvernants, sans toutefois savoir quelles solutions proposent-ils pour endiguer cette violence dans les universités. Pour les syndicats, c'est l'amélioration des conditions de vie et du travail. Au-delà de cette analyse des solutions préventives durables, qui nous permet de connaître ce qui est voulu de part et d'autre, la perspective est donc celle d'un compromis rationnel en vue d'un choix rationnel des moyens pour le règlement des différends. D'où l'analyse des solutions curatives durables, susceptibles de mettre fin au monopole réglé de la violence perpétrée par les différentes entités (État et syndicats) dans nos universités.

3.2. Des solutions curatives durables

Pour Y. Michaud (1978, p. 120), « la violence n'est pas ce qui se réprime mais ce qui s'endigue d'abord et se prévient ensuite ». Il faut donc dans le maintien de l'ordre, renforcer la sécurité. Ce qui nécessite la mise en place d'un nouveau contrôle et du quadrillage de la vie sociale. Il faut de ce fait un retournement normal de cette vie, c'est-à-dire le recours à l'éducation à la citoyenneté, susceptible de créer ou d'engendrer des citoyens disciplinés et respectueux des lois, afin de créer la sécurité sur l'espace universitaire. Au-delà de cette éducation à la citoyenneté, il faudrait une formation au syndicalisme. En effet, le syndicalisme n'est pas du banditisme, encore moins un moyen pour laisser libre cours à toutes ses pulsions et instincts « animales ». Il se présente comme un fait social et politique que représentent l'existence et l'action des syndicats. Cette action syndicale est composée de deux objectifs que tous les syndiqués doivent connaître : il s'agit de la défense du salarié et de l'activité de gestion qui s'exerce en marge de l'activité professionnelle. Et la loi permet aux syndicats de mener à bien des actions revendicatives qui s'exercent au niveau interpersonnel. Si donc la loi autorise les actions syndicales, c'est dire aussi que la loi prévoit des balises pour éviter ou prévenir tout débordement très souvent lié à l'ignorance et à la mauvaise formation des syndiqués sur les principales fonctions des syndicats. Ces fonctions sont au nombre de trois (3).

Garantir les droits des salariés, exprimer les revendications et les protestations, mais également permettre le dialogue social entre l'État, le patronat

et les salariés. Les syndicats doivent donc être conscients de cette lourde responsabilité qui consiste à unifier les syndiqués au sein des groupes sociaux pour la défense des intérêts collectifs. Cela exige d'eux une autre mentalité de lutte, s'ils espèrent obtenir des résultats probants. Cela implique que la fin soit mise au monopole réglé de la violence perpétrée par les différentes entités (État, syndicats) pour un bon fonctionnement durable de nos universités. Faire en sorte qu'il ne s'introduise plus sur le champ universitaire, les violences individuelles, si nous admettons que l'équilibre naît de la concurrence. Or, si la puissance se présente comme « la possibilité de prendre des décisions indépendantes » (J. Houssiaux, 1958, p. 65) dans une situation de concurrence parfaite, plus personne n'aurait de puissance et la guerre serait incertaine de tous contre tous. Mais comment mettre fin définitivement à ce monopole qui n'est pas forcément le retour à une concurrence parfaite entre l'État et les syndicats ?

Le constat fait, est que la répression indistincte qui s'abat très souvent sur la population à la suite de quelques troubles fait apparaître la lutte "armée" des syndicats comme une légitime défense. Or, une répression modérée et sélective isole ce que l'information officielle pourrait appeler une poignée d'aventuriers. Cela signifie qu'il existe sur le champ politique des imperfections structurelles dans la gestion de la société non seulement, mais dans celle des Universités et dans la collaboration avec les différents syndicats. C'est pour cette raison que le contrôle administratif, la menace répressive et très souvent la pression idéologique exercée soit par l'État, soit par les syndicats des différentes entités, doivent faire l'objet d'un management ou d'une stratégie, capable d'évaluer la rentabilité des différentes entités selon les objectifs visés. La désillusion est peut être grande, mais nous pensons qu'il est possible de sauver encore quelque chose de cette conceptualisation de la violence, si l'état civil devient de plus en plus rationnel et proscrit de son sein toute sorte de violence dans l'optique d'un changement politique. La violence, certes joue un rôle important dans les changements politiques ou dans la conservation du pouvoir comme l'ont fait remarquer Aristote et Machiavel. Mais, même si elle constitue un élément central de l'action politique, nous ne devons pas faire de cette violence un instrument normal d'action politique.

Conclusion

Le principe même d'une instrumentalisation désenchante toutes les actions qui peuvent intervenir dans sa réalisation, et seul le sérieux des fins peut réintroduire des différences. Ainsi, cette thèse selon laquelle « la fin justifie les moyens » bascule du côté de la pure et simple justification de la puissance par son triomphe, ou de la violence par son efficacité politique. C'est justement sur cette efficacité politique que Machiavel fonde tout son combat qui est de défendre et de conserver la nation dans la paix. Or, dans cette politique de conservation de la nation, se justifie celle de sa pacification et du maintien de la paix en son sein. Ce maintien de la paix passe aussi par le règlement des crises qui minent l'Université. Pour Machiavel, au terme de cette réflexion, même s'« il y a deux sortes de conflits, qui se règlent : les uns par un débat, les autres par la violence » (N. Machiavel, 1998, p. 128), il faut toujours privilégier le premier puisqu'il est particulier à l'homme. L'autre lui est commun aux bêtes ; il ne faut recourir au second que s'il est impossible d'employer le premier. Toutefois, vouloir domestiquer la violence en l'introduisant dans le processus politique et syndical, expose au risque du désordre, à l'anarchie. C'est pourquoi, le politique doit créer un cadre de dialogue inclusif de toutes les couches universitaires et répondre aux attentes du corps enseignant qui ne demande rien d'autre que de disposer de moyens et un cadre agréable pour travailler.

Références bibliographiques

ARENDT Hannah, 1972, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard.

AUDITER Serge, 2005, *Machiavel*, Conflit et liberté, Paris, Éditions l'EHESS.

BELLA BALDÉ Mamadou, 2008, *Démocratie et éducation à la citoyenneté en Afrique*, Paris, L'Harmattan

DUVERNOY Jean François, 1974, *Pour connaitre la pensée de Machiavel*, Paris, Éditions Bordas.

GAILLE-NIKODIMOV Marie, MÉNISSIER Thierry, 2006, *Lecture de Machiavel*, Paris, Éditions Ellipses.

GAZOA Germain, 2006, *Les conflits en Afrique noire*, Abidjan, Frat-Mat Éditions.

HOUSSIAUX J., 1958, *Le Pouvoir du Monopole*, Paris, Sirey.

MACHIAVEL Nicolas, 2000, *Le Prince*, Trad. Marie Gaille-Nikodimov, Paris, LGF.

MICHAUD Yves, 1978, *Violence et politique*, Paris, Édition Gallimard.

SKINNER Quentin, 2000, *Machiavel*, Paris, Seuil.

VALADIER Paul, 1996, *Machiavel et la fragilité du politique*, Paris, les Éditions du Seuil.

WEBER Max, 1965, *Essai sur la théorie de la science*, Paris, Plon, Traduction Française.

WEBER Max, 1963, « Le métier et la vocation de l'homme politique », in *Le savant et la politique*, Trad J. Freund, Préf. R. Aron, Paris, Plon.